

# COMMUNE DE TORREILLES

Département des Pyrénées-Orientales  
Canton de la Côte Salanquaise

## ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N° T135/2026

Autorisant la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public communal

Le maire de la commune de TORREILLES :

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 ;

**VU** le code de la voirie routière et notamment les articles R.116-2, R.141-14, R.417-9, R.417-10, R.417-11, L.113-2, L.141-2 ;

**VU** le nouveau code pénal et notamment les articles R.610-3, R.610-5 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** la demande déposée par monsieur Maxime FERRY pour le compte de l'entreprise A Tout Service sise 12, rue Vauban 66250 Saint Laurent de la Salanque sollicitant l'autorisation temporaire d'installer un échafaudage sur le domaine public communal sur la partie de façade située rue Georges BIZET de la maison implantée au 6 rue Léo Delibes à Torreilles ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est du devoir de monsieur le Maire, de réglementer à cette occasion, le stationnement de tous les véhicules, afin d'assurer le parfait déroulement de ces travaux et d'assurer la sécurité des personnes ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Du lundi 15 juin 2026 au mercredi 15 juillet 2026 inclus, l'entreprise A Tout Service est autorisée à mettre en place un échafaudage sur la partie de façade située rue Georges BIZET de la maison implantée au 6 rue Léo Delibes , afin de procéder à des travaux de réfection de toiture.

**ARTICLE 2 :** A cette occasion la voie de circulation est réduite et le stationnement interdit durant la période des travaux dans l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3 :** l'entreprise A Tout Service est autorisée à exécuter les travaux indiqués dans la demande, à charge pour elle de se conformer aux dispositions et aux conditions suivantes :

- Le pétitionnaire est chargé de mettre en place tous les dispositifs d'information, de signalisation et de protection ad hoc.
- L'autorisation accordée sera révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées.
- Le pétitionnaire restera responsable de tout accident pouvant résulter de l'exécution de ce travail.

**ARTICLE 4 :** A la fin des travaux, la voie publique devra être entièrement débarrassée de tout dépôt et remise dans l'état de propreté initial. Le pétitionnaire

devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les revêtements de voirie, par la pose préalable de bâches de protection contre les projections d'enduit ou de peinture de façade.

De plus, les équipements d'éclairage public ou autres mobiliers urbains devront également être protégés contre les projections de chantier. Par ailleurs, une attention particulière devra être portée sur les écoulement d'eau de rinçage de béton frais dans les réseaux et les regards d'eau pluvial ou d'assainissement.

**ARTICLE 5** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6** : Monsieur le directeur général des services, la police municipale, la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera faite au pétitionnaire.

Fait à TORREILLES, le 11 juin 2026  
Po/le maire et par délégation,  
L'adjoint délégué à la sécurité



Geoffrey TORRALBA